

## Chassé-croisé diplomatique des dirigeants et rebelles burundais

PANA, 28/11/2008 Bujumbura, Burundi - Le leader du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion), Agathon Rwasa, a quitté Bujumbura, vendredi, à destination de l'Afrique du Sud, a-t-on appris de source officielle dans la capitale burundaise. Ce déplacement intervient au lendemain d'une visite du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, à Kampala, la capitale ougandaise, chez son homologue ougandais, Yoweri Museveni.

L'Afrique du Sud, qui assure la médiation dans le conflit burundais, n'a pas toujours été en odeur de sainteté avec le PALIPEHUTU-FNL, dont les dirigeants accusaient, dans un passé encore récent, Pretoria d'avoir un penchant pour la partie gouvernementale. Le chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, de son côté, prône l'Initiative régionale de paix pour le Burundi qui réunit une vingtaine de pays. Le chassé-croisé diplomatique intervient à la veille de la tenue, le 4 décembre prochain à Bujumbura, d'un sommet régional dont on attend d'importantes décisions en vue d'accroître le laborieux processus de paix inter-burundais actuellement au point mort. Ce sommet régional aura, en outre, la particularité historique d'être le premier d'une longue série à se tenir sur le sol burundais en une décennie de guerre civile. Le conflit burundais dure depuis plus de 14 ans et a déjà fait le tour de plusieurs capitales européennes et africaines avant de déboucher sur la reddition de six des sept ex-principaux mouvements rebelles du pays. La pesanteur de la communauté internationale sera cependant encore au rendez-vous du sommet de Bujumbura qui doit se pencher sur des questions restées sans réponses dans l'accord de cessez-le-feu liant, théoriquement, l'Etat burundais et la rébellion depuis le 7 septembre 2006. La communauté internationale table sur un accord global de cessez-le-feu d'ici fin décembre 2008 pour se consacrer définitivement au long processus inter-burundais de paix. Les principaux points de blocage qui empêchent encore la conclusion rapide d'un accord définitif et global d'un cessez-le-feu ont, entre autres, trait à la démobilisation des 21.000 combattants que revendique le PALIPEHUTU-FNL alors que d'autres sources sécuritaires et diplomatiques à Bujumbura ne lui prêtent que mois de 4.000 soldats aguerris. Le PALIPEHUTU-FNL doit également se résoudre à changer d'appellation à caractère ethnique pour mériter l'agrément en tant que parti politique. L'Etat burundais, de son côté, jubile déjà à l'idée d'être prochainement l'hôte d'un grand sommet régional avec, en prime, l'offre de postes de responsabilités aux leaders rebelles.